

The Joint Chairman (Senator Aird): Mr. Darling.

Mr. Darling: So far as Britain is concerned, United States investment in Britain has been going on for nearly a century and similarly British investment in the United States. If either of them now decided for whatever reasons to say there should be no more United States investment in Britain or no more British investment in the United States, this would be quite contrary to any of the international trade agreements that both countries have signed or are parties to. In any case, the retaliation that would come from the United States would be absolutely disastrous to the United Kingdom. Suppose we said the Ford Motor Company has got to get out of Great Britain and the United States said in return and the Shell Oil Company should get out of the United States. I think we would lose on the deal. In any case I am an internationalist. I believe that this kind of cross investment, so long as it is properly controlled, is to the benefit of all countries.

The Joint Chairman (Senator Aird): Mr. Dequae.

[Translation]

Mr. Dequae: Mr. Chairman, I do not know whether I must answer all the remarks and all the questions; this would take us far more than four hours. But I would like very briefly, on some main points, to give what I think to be an answer.

First, I would like to clear up the misunderstanding which Mr. Gillespie has caused, I believe, when he expressed the view that we found the general level of American investment in Europe irritating. This is not the case. The global volume is not such that it could hamper the independence and even the industrial evolution of our regions. What I have said is that the problem arises as soon as there is a concentration of these investments in certain areas, especially in important or key areas in which the United States eventually start to control the major part of the production; and that, on the other hand, the investments which result from a taking over of existing operations are also very irritating since this has no effect of economic growth and, generally, no effect on the work force either.

If you ask me—I do not remember, I think it was Senator Grosart who spoke of a feeling of anti-Americanism. I think that in Europe there is no such thing as far as investments in small European countries are concerned.

On the other hand, I think that there is very little of this feeling, even in the big countries, as long as—and this is related to my first answer—as long as the investments do not lead to majority control or constitute a take-over of existing industries.

But, I think that the real problem goes much beyond that of American investments. We are moving more and more toward the problem, as has been pointed out by many here, toward the problem of multinational companies. On one hand, this means the internationalization of the economy, and equally, because this is bound to it, the internationalization of finances through the euro-dollar.

Le coprésident (Le sénateur Aird): Monsieur Darling.

M. Darling: En ce qui concerne la Grande-Bretagne, les investissements américains en Grande-Bretagne ont existé depuis presque un siècle et d'une manière semblable les investissements britanniques aux États-Unis. Si l'un d'eux décidait maintenant pour des raisons quelconques de dire qu'il n'y aura plus d'investissements américains en Grande-Bretagne ou plus d'investissements britanniques aux États-Unis, ceci serait tout à fait contraire aux accords internationaux sur le commerce que les deux pays ont signés. En tout cas, les mesures de représailles qui proviendraient des États-Unis seraient absolument désastreuses pour le Royaume-Uni. Supposons que nous disions à la société Ford Motor qu'elle doit quitter la Grande-Bretagne et que les États-Unis disent en guise de représailles que la Shell Oil Company doit quitter les États-Unis. Je pense que nous perdriions dans cette affaire. Dans tous les cas, je suis internationaliste. Je crois que cette sorte d'investissements réciproques, aussi longtemps qu'ils peuvent être bien contrôlés profitent à tous.

Le coprésident (Le sénateur Aird): Monsieur Dequae.

[Texte]

M. Dequae: Monsieur le président, je ne sais pas si je dois répondre à toutes les remarques et toutes les questions, cela nous ferait dépasser de très loin les quatre heures. Mais je voudrais quand même, brièvement, sur quelques points essentiels, donner ce que je crois être une réponse.

D'abord, je voudrais faire disparaître le malentendu que M. Gillespie a fait naître, je crois, ne croyant que nous trouvons irritant le niveau général des investissements des États-Unis en Europe. Ce n'est pas le cas. Le volume global n'est pas tel qu'il soit de nature à gêner l'indépendance et même l'évolution industrielle de nos régions. Ce que j'ai dit, c'est que le problème naît dès qu'il y a concentration de ces investissements dans certains secteurs et surtout dans des secteurs importants et des secteurs clés où éventuellement les États-Unis commencent à contrôler la majeure partie de la production et que, d'autre part, les investissements qui se font par reprise d'activités existantes sont aussi assez irritants puisque cela n'a aucun effet de croissance économique et, généralement, n'a aucun effet sur les postes de travail non plus.

Si vous me demandez, je ne me rappelle plus, je crois que c'est le sénateur Grosart qui a parlé du sentiment de l'antiaméricanisme, je crois qu'en Europe il n'existe pas en ce qui concerne les investissements dans les petits pays européens.

D'autre part, je crois qu'il existe peu, même dans les grands pays, aussi longtemps, et ça se rattache à la première réponse, aussi longtemps que les investissements ne sont pas de nature à créer des majorités ou constituer des reprises d'industries existantes.

Mais, je crois que l'essentiel est un problème beaucoup plus étendu que celui des investissements des États-Unis. Nous nous orientons de plus en plus vers le problème, et ceci a été affirmé dans plusieurs remarques, vers le problème des entreprises multinationales. D'une part, cela veut dire l'internationalisation de l'économie, et également, parce que c'est lié, l'internationalisation des finances par les eurodollars.